

Étalement urbain et dynamique des agglomérations à Alger : quel rôle pour la promotion administrative ?

Urban sprawl and the dynamics of the Algiers metropolitan area: Should administrative structures be promoted?

Expansión urbana y dinámica de las aglomeraciones en Argel: ¿Cuál es el rol promocional administrativo?

Mohammed Bakour et Tahar Baouni

Volume 59, numéro 168, décembre 2015

L'Afrique : environnement, développement, sociétés

Version originale soumise en mai 2015. Version révisée reçue en février 2016.

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1037255ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1037255ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bakour, M. & Baouni, T. (2015). Étalement urbain et dynamique des agglomérations à Alger : quel rôle pour la promotion administrative ? *Cahiers de géographie du Québec*, 59(168), 377–406. <https://doi.org/10.7202/1037255ar>

Résumé de l'article

Devant les disparités spatiales auxquelles étaient confrontées les villes algériennes après l'indépendance, l'État a tenté de faire face à la situation en reconsidérant le maillage territorial par quatre découpages administratifs successifs (1963, 1974, 1984 et 1997). Nous proposons, dans cet article, d'analyser les conséquences spatiales de ces politiques publiques sur le processus de développement de l'agglomération algéroise. Une réflexion profonde sur l'évolution des agglomérations à Alger (changement de statut, émergence de nouvelles agglomérations, fusion entre les agglomérations chefs-lieux et les agglomérations secondaires, etc.) nous semble une approche très intéressante. Cela, d'un côté, pour avoir une vision claire du processus d'étalement urbain et, d'un autre côté, pour mieux apprécier l'évolution morphologique à laquelle est confrontée la ville d'Alger. Dans l'article, nous analysons la dynamique des agglomérations qui a accompagné le découpage administratif à Alger. Il s'agit de donner un éclairage nouveau sur le rôle qu'ont joué l'évolution et le changement de statut des agglomérations ainsi que la promotion administrative, pour mieux apprécier l'évolution morphologique qu'a connue la ville d'Alger. À travers la mise en place d'une base de données sous SIG et par une approche historique et comparative, le résultat de ce travail nous a permis une meilleure lecture spatiotemporelle des mutations qu'ont subies les différentes agglomérations à Alger, de 1966 à ce jour. En effet, cette approche n'a jamais fait l'objet d'une analyse profonde dans le cadre des différentes recherches sur la ville d'Alger.

Étalement urbain et dynamique des agglomérations à Alger : quel rôle pour la promotion administrative ?

Urban sprawl and the dynamics of the Algiers metropolitan area: Should administrative structures be promoted?

Expansión urbana y dinámica de las aglomeraciones en Argel: ¿Cuál es el rol promocional administrativo?

Mohammed BAKOUR et Tahar BAOUNI
École Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme (EPAU)

Laboratoire VUDD, Alger, Algérie
Med.Bakour@gmail.com
Tbaouni@yahoo.fr

Résumé

Devant les disparités spatiales auxquelles étaient confrontées les villes algériennes après l'indépendance, l'État a tenté de faire face à la situation en reconsidérant le maillage territorial par quatre découpages administratifs successifs (1963, 1974, 1984 et 1997). Nous proposons, dans cet article, d'analyser les conséquences spatiales de ces politiques publiques sur le processus de développement de l'agglomération algéroise. Une réflexion profonde sur l'évolution des agglomérations à Alger (changement de statut, émergence de nouvelles agglomérations, fusion entre les agglomérations chefs-lieux et les agglomérations secondaires, etc.) nous semble une approche très intéressante. Cela, d'un côté, pour avoir une vision claire du processus d'étalement urbain et, d'un autre côté, pour mieux apprécier l'évolution morphologique à laquelle est confrontée la ville d'Alger. Dans l'article, nous analysons la dynamique des agglomérations qui a accompagné le découpage administratif à Alger. Il s'agit de donner un éclairage nouveau sur le rôle qu'ont joué l'évolution et le changement de statut des agglomérations ainsi que la promotion administrative,¹ pour mieux apprécier l'évolution morphologique qu'a connue la ville d'Alger. À travers la mise en place d'une base de données sous SIG et par une approche historique et comparative, le résultat de ce travail nous a permis une meilleure lecture spatiotemporelle des mutations qu'ont subies les différentes agglomérations à Alger, de 1966 à ce jour. En effet, cette approche n'a jamais fait l'objet d'une analyse profonde dans le cadre des différentes recherches sur la ville d'Alger.

Mots-clés

Étalement urbain, agglomération, découpage administratif, urbanisation, Alger, SIG.

Abstract

In the face of the spatial disparities that faced Algerian cities after independence, the government attempted to address this situation by redefining the territorial grid layout through four successive boundary changes to administrative divisions (1963, 1974, 1984 and 1997). Our article analyzes the spatial consequences of these public policies on the development process in the

1 L'Algérie a connu trois principaux découpages administratifs : 1963, 1974 et 1984. Un dernier découpage a été élaboré en 1997, mais il a touché uniquement aux limites administratives de la wilaya d'Alger.



Algiers metropolitan area. We believe that careful consideration of the evolution of the urban areas comprising Algiers (changes in status, emergence of new urban areas, amalgamations between major and minor urban centres...) is an extremely valuable approach. Firstly, it provides a clear picture of the process of urban sprawl and secondly, it allows for a better understanding of the physical changes the city of Algiers is dealing with in its urban landscape. Our article analyzes the dynamics surrounding the changes to administrative division boundaries in the Algiers metropolitan area. We want to shed new light on the role played by the evolution and changes in status of particular urban agglomerations and the promotion of different administrative structures², as a way to foster a better understanding of the physical changes undergone by the city of Algiers. The establishment of a GIS database and the adoption of a historical and comparative approach have enabled us to trace spatiotemporal changes in the different urban agglomerations of greater Algiers from 1966 to the present day. In spite of a variety of studies on the subject, this is the first time an approach such as ours has been used for an in-depth analysis of the city of Algiers.

Keywords

Urban sprawl, urban agglomeration, administrative boundary changes, urbanization, Algiers, GIS.

Resumen

Las ciudades argelinas, después de la independencia, confrontaban desigualdades espaciales, el Estado trató de enfrentar esta situación reconsiderando las redes territoriales mediante cuatro reparticiones sucesivas (1963, 1974, 1984 y 1997). Nuestro artículo presenta las consecuencias espaciales de dichas políticas públicas sobre el proceso de desarrollo de las aglomeraciones argelinas. Una buena reflexión sobre la evolución de las aglomeraciones en Argel (cambio de estatuto, nuevas aglomeraciones, fusión entre ellas, distritos y aglomeraciones secundarias, etc.) sería un enfoque interesante. Por un lado, para tener una visión clara del proceso de expansión urbana y por el otro, para apreciar mejor la evolución morfológica que confronta la ciudad. Analizamos la dinámica de las aglomeraciones que acompañan la repartición administrativa en Argel. Presentamos un nuevo enfoque sobre el rol de la evolución y del cambio de estatuto de las aglomeraciones, así como de la promoción administrativa³ para apreciar mejor la evolución morfológica de la ciudad. El resultado del análisis de los datos de SIG y el enfoque histórico comparativo, nos ha permitido una mejor lectura espacio-temporal de las mutaciones de las diferentes aglomeraciones en Argel, desde 1966 hasta hoy en día. Este proceso nunca fue objeto de análisis exhaustivo en las investigaciones sobre la ciudad de Argel.

Palabras claves

Expansión urbana, aglomeración, repartición administrativa, urbanización, Argel, SIG.

2 Algeria has undergone three main boundary changes to administrative divisions in 1963, 1974 and 1984. An additional boundary change occurred in 1997, but it only concerned the administrative boundaries of the wilaya of Alger.

3 Argelia conoció tres principales reparticiones administrativas, 1963, 1974, 1984. Una última repartición fue realizada en 1997, tocando solamente los límites administrativos de la wilaya de Argel.

Introduction

Les villes grandissent, s'étendent et s'étaient à l'échelle planétaire (Véron, 2008). La multiplicité des termes utilisés pour qualifier la croissance spatiale des villes (*suburbanisation*, *rurbanisation*, *étalement urbain*, etc.) souligne la difficulté d'appréhender le phénomène. La problématique de l'étalement urbain est au centre des débats sur les enjeux auxquels les villes du XXI^e siècle sont confrontées. L'étalement urbain «entendu dans son sens essentiel d'extension de l'emprise territoriale des villes» (Zaninetti *et al.*, 2007) continue de susciter l'intérêt de plusieurs auteurs, qui lui ont attribué plusieurs qualificatifs : la ville éparpillée (Bauer et Roux, 1976), la ville émiettée (Charmes, 2011), saut de mouton (Ewing, 1997 ; Galster *et al.*, 2001 ; Arellano Ramos et Roca Cladera, 2012), la ville diffuse (Pinson et Thomann, 2002), processus incontrôlable (Djellouli *et al.*, 2010), etc. Pumain considère l'étalement comme un «processus d'accroissement important des zones urbanisées en périphérie des villes, qui s'accompagne généralement d'un desserrement des populations et des activités urbaines» (Pumain *et al.*, 2006). Dans le même ordre d'idée, Ritchot met en avant le caractère diffus de l'étalement en précisant que «l'urbain en tant que corps, c'est-à-dire en tant que forme matérielle localisée, dessine une tâche qui s'agrandit sur un substrat rural»⁴ (Ritchot *et al.*, 1994). Ce caractère diffus de l'urbain repousse progressivement et continuellement les limites de la ville. L'urbanisation déborde sur les périphéries, les bourgs se transforment en petites villes et les limites ville-campagne s'estompent (Allain, 2004). D'autres caractéristiques-clés apparaissent dans la littérature sur l'étalement urbain, telles que la baisse de densité, l'émergence de nouvelles polarités, le développement de nouvelles formes résidentielles, les problèmes liés à l'automobile, etc. (Galster *et al.*, 2001 ; Torrens, 2008). L'étude de l'ensemble de ces caractéristiques reste indispensable pour diagnostiquer et comprendre le phénomène de l'étalement urbain. Toutefois, la complexité des approches et les spécificités du contexte géographique, politique et démo-économique de chaque ville rendent complexe la maîtrise de l'ensemble des contours de ce concept. En effet, l'ampleur de l'étalement est liée aux différentes forces endogènes et exogènes qui agissent directement ou indirectement sur le «développement du corps»⁵ en changeant son affectation et sa taille. Ces forces sont nombreuses et agissent selon des mécanismes variables et des échelles spatiotemporelles différentes (Ewing, 1997 ; Guérois, 2003 ; Bavoux *et al.*, 2005 ; Torrens, 2008).

Dans ce débat très riche sur les questions et les modalités de l'étalement urbain, la promotion administrative des agglomérations revêt un intérêt particulier, notamment pour les villes arabes et maghrébines (Denis, 2007 ; Kasdallah, 2013). À titre d'exemple, en Égypte, pour être une médina (ville), une localité doit être chef-lieu de *muhafaza* (gouvernorat) ou de *markaz* (canton) (Moriconi-Ebrard et Denis, 1995). Les travaux de Kasdallah ont mis en relief l'impact du rééquilibrage territorial, à travers la promotion des villes intermédiaires au Maghreb, qui ont façonné tous les systèmes urbains. Selon l'expression de Kasdallah, les «bataille[s] des chefs-lieux» (Kasdallah, 2013) sont des actions menées par l'État pour doter certaines agglomérations à caractère rural ou désertique d'un statut administratif leur permettant une mutation démo-économique et urbanistique.

4 La distinction urbain-rural repose sur l'usage du sol. Un espace dominé par l'agriculture est qualifié de rural ; mais, dès qu'il est envahi par les activités industrielles, tertiaires, de services et résidentielles, il devient urbain.

5 Expression empruntée à Gilles Ritchot (Ritchot *et al.*, 1994) pour faire allusion à l'urbain.



Pour faire face à l'héritage colonial qui a accentué le déséquilibre territorial dans les pays africains, la promotion administrative au rang de chef-lieu a souvent été perçue comme un moyen pour retrouver un certain équilibre de l'armature urbaine, en encourageant la décentralisation. En Algérie, le découpage administratif a toujours été un élément incontournable dans la stratégie des pouvoirs publics pour réduire les distorsions régionales et locales. Juste après l'indépendance, en 1962, le territoire algérien était marqué par de graves disparités spatiales que l'État a tenté de résorber. Ceci s'est traduit par la reconsidération du maillage territorial, avec l'avènement de quatre découpages administratifs successifs (1963, 1974, 1984 et 1997) appliqués dans des contextes politiques et socioéconomiques différents. Les répercussions de cette politique sont souvent lourdes sur la croissance spatiale des villes, notamment dans un pays où l'urbanisation est souvent mal contrôlée et planifiée (Layeb, 1999 ; Chadli et Hadjiedj, 2003 ; Driss, 2013). En effet, chaque nouveau découpage administratif offrira un nouveau territoire d'action permettant d'exercer des projets d'aménagement du territoire et d'aménagement urbain, qui auront sans doute des répercussions directes sur la croissance spatiale des villes. Une réflexion sur le maillage administratif et les problèmes sous-jacents nous intéresse fortement dans la problématique de l'étalement urbain et dans la dynamique des agglomérations.

À l'instar des grandes métropoles maghrébines, la ville d'Alger déborde de ses limites fonctionnelles traditionnelles ; les dynamiques démographiques se font à l'avantage de la périphérie et au détriment du centre historique, polarisation et organisation fonctionnelle réticulaire, etc. En effet, cerner le processus de développement de la ville d'Alger impose une réflexion profonde sur l'évolution des agglomérations (changements de statut, émergence de nouvelles agglomérations, fusions entre les chefs-lieux et les agglomérations secondaires, etc.). Ce travail sera conjugué en parallèle aux résultats des différents Recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH).⁶ Cette approche permet une meilleure lecture spatiotemporelle des mutations qu'ont subies les différentes agglomérations à Alger, de 1966 à ce jour, et une évaluation des conséquences sur la croissance de la tâche urbaine de la ville d'Alger.

On postule généralement l'existence d'un lien de cause à effet entre le maillage administratif et l'étalement urbain, notamment dans un pays où le mode de gouvernance est très centralisé et où le maillage administratif constitue le cadre d'intervention privilégié dans le domaine d'aménagement urbain.

L'étalement urbain au cœur des enjeux des villes contemporaines des pays en développement

L'ampleur de la diffusion du fait urbain est de plus en plus universelle. En 1990, seuls quatre pays disposent d'espace urbain correspondant à des agglomérations de plus de deux millions d'habitants (Londres, New York, Paris, Berlin). Un siècle plus tard, en l'an 2000, la planète compte 148 grandes villes dispersées dans une cinquantaine de pays différents (Dumont, 2000). La population urbaine est passée de 750 millions en 1950 à 2860 en 2000 ; elle représente plus de 50% de la population mondiale (Arellano Ramos et Roca Cladera, 2012). Si la transition urbaine, désignant une période de

6 L'Algérie a connu cinq principaux Recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) depuis l'indépendance : 1966, 1977, 1987, 1998 et 2008.

croissance urbaine massive au cours de laquelle il y a eu un redéploiement majeur de la population autour des centres urbains et une transformation radicale dans la morphologie des villes durant la deuxième moitié du XX^e siècle, est achevée dans les grandes métropoles et mégalofoles d'Europe et des États-Unis, elle se poursuit encore dans les pays en développement (Bretagnolle *et al.*, 2007). Il s'agit d'une véritable « ville émergente » (Dubois-Taine et Chalas, 1997), qui prend de plus en plus de l'ampleur dans les pays africains, les pays d'Amérique du Sud et les pays arabes, sous l'effet de plusieurs forces motrices (évolution des modes de vie, croissance démographique, déséquilibre territorial, accès à la voiture, changement du mode économique, etc.). Tous ces facteurs ont provoqué une recomposition profonde des espaces urbains. Les villes bimillionnaires sont en prolifération remarquable : 15 villes en Afrique, 16 en Amérique du Sud, etc. (Dumont, 2000). Le rythme de croissance soutenu de l'urbanisation des grandes métropoles présente souvent l'image de villes macrocéphales. La rapidité de la croissance urbaine des pays émergents a profondément bouleversé les formes et les échelles des villes, et ce, quelle que soit leur position dans l'armature urbaine.

Il est clair que le rythme de croissance urbaine demeure très inégal entre les villes des pays de la rive sud de la Méditerranée, les villes africaines, les villes d'Amérique latine, etc., mais ces villes partagent pratiquement les mêmes problèmes majeurs : tendance lourde à la métropolisation, ségrégation des populations et des activités sociospatiales, *bidonvilisation*, recomposition des tissus urbains (centraux et péri-centraux), généralisation des pratiques informelles, rôle accru des populations dans la production de l'urbain, précarité urbaine, crise du logement, gestion des déchets, etc. (Chesnais et Le Bras, 1976 ; Moriconi-Ebrard, 1993 ; Escallier, 1998 et 2002 ; Wackermann, 2000 ; Jalabert, 2001 ; Dureau, 2004). Néanmoins, ces problèmes sont relativement moins intenses dans les villes du monde arabe, vu l'absence de mégalofoles – à l'exception du Caire – et la présence d'importantes ressources financières pour les villes des monarchies du Golfe (Chaline, 1996 ; Souiah, 2005). Quant aux villes maghrébines, elles sont fortement marquées par l'héritage colonial, soit une forte concentration de l'urbanisation autour des capitales, une dualité entre la ville formelle et la ville informelle et une forte urbanisation sur le littoral (Troin *et al.*, 2006). L'architecture du système urbain est hétérogène. À titre d'exemple, l'Algérie et le Maroc présentent une organisation polycéphale, tandis que celle de la Tunisie est macrocéphale (Rousseaux, 1999).

Il est à souligner que l'étalement urbain constitue une caractéristique marquante des villes contemporaines, mais l'enjeu actuel est de maîtriser la croissance spatiale des villes des pays en développement (Dureau, 2004). Si les pays développés ont éprouvé des difficultés à faire face aux externalités négatives de l'étalement, le problème est encore plus accentué dans les pays en développement, qui sont moins outillés sur les plans technique, législatif, financier, social et politique.

Maillage administratif et effets spatiaux sur l'urbanisation

Tout en étant confrontées aux défis de l'étalement, les villes d'Afrique, d'Amérique et d'Asie multiplient les approches afin d'apporter des réponses aux inégalités de leurs agglomérations et à la recherche d'une meilleure maîtrise de l'urbanisation. Le débat sur le maillage territorial apparaît comme un outil pour mettre en place une architecture cohérente et équilibrée de l'armature urbaine.

Au-delà d'un placage géométrique, envisager un maillage administratif implique une compréhension de la dimension spatiale et des rapports complexes au sein de la société. Le transfert d'un pouvoir décisionnel à l'occasion d'un découpage administratif, ou ce que Christophe Terrier qualifie de « zonage de pouvoir » (Terrier, 2005), peut être considéré comme un catalyseur de l'étalement urbain, notamment dans les aires métropolitaines des grandes villes. Un découpage administratif est toujours une occasion pour mettre en place un nouveau cadre de gestion institutionnelle ou politique afin de garantir une décentralisation dans le domaine de la gestion. Les nouvelles mailles ou « collectivités » deviennent alors le support de nombreuses opérations urbaines et d'appropriation de l'espace par les habitants locaux. Dans son livre *La ville émietlée* (Charmes, 2011), Charmes met en avant l'idée du « morcellement institutionnel » et ses éventuelles conséquences sur l'émiettement des extensions métropolitaines. Pour l'auteur, les prérogatives et les compétences territoriales du maire en matière d'urbanisme, en France, ne tiennent compte ni de la taille de la commune « petite ou grande » ni de son profil « urbain ou rural ». Ce constat montre clairement que l'émiettement communal engendre un émiettement des espaces urbanisés. Certains pays ont introduit le concept d'intercommunalité pour pouvoir fédérer le choix collectif de plusieurs collectivités locales et éviter des gestions fragmentées des territoires urbains.

La situation apparaît beaucoup plus complexe dans les pays en développement, qui ont un système administratif très centralisé, une idéologie socialiste où les villes capitales concentrent la majorité des activités de commandement, ainsi qu'un potentiel démographique considérable et jeune. Dès la création de nouvelles entités administratives, la population locale ne cesse de revendiquer aux nouveaux élus locaux l'amélioration du cadre de vie, en termes d'équipement, de logement, d'emploi, etc. Le nouveau « zonage du pouvoir » se trouve rapidement confronté à une réalité complexe : absence de ressources financières, qui sont distribuées par le pouvoir central, priorisation des espaces centraux en termes d'équipement au détriment des espaces périphériques, etc. Face à une situation de précarité urbaine, la population locale se substitue rapidement aux autorités afin de prendre en charge ses propres problèmes du quotidien (autoconstruction, commerce informel, spéculation foncière, etc.).

La mise en pratique d'un découpage administratif stipule une meilleure équité territoriale ; toutefois, ce découpage peut être perçu comme une forme d'inégalité (Bret, 1996) : inégalité dans le partage des ressources naturelles, financières et économiques, inégalité dans l'accès aux équipements et services, inégalités sociales, ethniques et culturelles. Toutes ces inégalités ont une dimension spatiale et peuvent provoquer un redéploiement démographique (renforcement du centre, rééquilibrage du territoire, etc.), notamment dans les villes en développement qui sont déjà dans une situation précaire.

En effet, chaque découpage administratif est aussi une occasion de revoir la distribution des ressources publiques. Les nouvelles entités territoriales deviennent de plus en plus attrayantes : leur pouvoir politique est renforcé grâce à la décentralisation, qui suppose un partage des pouvoirs entre l'État et les collectivités territoriales⁷ (Lima,

7 L'auteur évoque aussi le concept de la « déconcentration », qui signifie le transfert des activités (rapprocher l'État du citoyen). En effet, ce concept semble plus approprié à la situation des pays en développement, vu le centralisme excessif dans la prise de décision.

2009), leur niveau d'équipement est augmenté, de nouvelles stratégies économiques sont engagées, etc. Cette redynamisation des espaces ne peut être appréhendée en dehors des nouveaux rapports qui seront établis entre le centre et la périphérie. Un centre qui a toujours un pouvoir structurant de forte concentration des biens et services et qui continue à se développer en structurant les noyaux urbains situés dans son aire d'influence directe. En parallèle, une périphérie qui continuera à subir les externalités positives et négatives du centre, tout en modifiant la configuration globale de la ville : développement de nouvelles polarités, une nouvelle morphologie, etc.

Méthodologie

L'approche méthodologique adoptée pour notre travail fait appel à la logique basée sur le principe de contagion, décrite par Enault (2003). C'est une approche qui met en évidence la capacité d'un centre principal, et même secondaire, à muter et convertir progressivement des espaces non urbains. Cette mutation n'est pas limitée dans le temps et dans l'espace. Les centres locaux qui ont été dynamisés par un centre principal, deviennent à leur tour des foyers émetteurs et agissent sur tout l'espace avoisinant. Les conséquences d'un développement accéléré de plusieurs noyaux urbains provoquent souvent une conurbation. Il s'agit de la jonction de plusieurs agglomérations ou villes distinctes, initialement séparées du fait de leur extension spatiale (Georges, 1960 ; Pumain *et al.*, 2006).

Trois principaux points peuvent être retenus :

- L'étalement urbain procède par contagion. On constate des mutations progressives de l'espace en contact direct avec les noyaux urbains principaux (foyers émetteurs). La distance du centre est un élément déterminant de cette dynamique surfacique.
- Émergence d'une nouvelle configuration spatiale, sous forme d'agglomération ou de pôle, qui concentre un potentiel démographique et économique. L'affectation d'un nouveau statut administratif à ces agglomérations est vue comme un catalyseur qui provoque un repositionnement de ces agglomérations dans la hiérarchie urbaine.
- Les mutations que provoque l'étalement urbain peuvent être observées essentiellement par l'évolution de la dynamique des agglomérations (émergence de nouvelles agglomérations, nouvelle hiérarchisation des agglomérations, nouvelle densité, nouveaux équipements, pôle d'emploi...).

Cette approche met en avant deux modalités essentielles du phénomène de l'étalement urbain :

- La discontinuité des tâches urbaines, qui est l'élément marquant du processus de croissance spatiale des villes (Weber et Hirsch, 2000 ; Galster *et al.*, 2001 ; Reux, 2013).
- La dualité centre-périphérie (Huriot *et al.*, 1995 ; Pumain *et al.*, 2006). Il s'agit de rapports de force et des interactions qui s'installent durablement entre le centre et la périphérie. D'une part, le centre est considéré « comme l'âme qui met en mouvement la masse et lui communique la vie » (Paquot



et Roncayolo, 1992). D'autre part, la périphérie dépendante, qui perd de sa substance au profit du centre, mais qui en reçoit cependant des retombées, tout en étant maintenue durablement en situation d'infériorité quantitative et qualitative (Pumain *et al.*, 2006).

Afin de mieux observer les conséquences spatiales des différents découpages administratifs sur le développement de la ville d'Alger, nous examinerons l'évolution du découpage administratif sur le long terme (1960-1997) et nous nous intéresserons au niveau le plus fin du maillage administratif (la commune). Aussi, nous allons approcher le phénomène urbain à partir de la notion d'« agglomération », ⁸ qui représente l'unité urbaine de base.

Selon l'Office National des Statistiques (ONS), une agglomération est dite urbaine si elle abrite une population agglomérée d'au moins 5000 habitants. D'autres critères qualitatifs entrent en jeu pour définir l'unité urbaine, tels que 75% des personnes actives travaillent hors agriculture, présence d'importants équipements collectifs, viabilisation et rang administratif de la localité. En fonction de ces critères, une stratification sera établie par la suite (ville, ⁹ ville moyenne, métropole urbaine, etc.).

Pour le cas d'Alger, le foyer émetteur principal correspond au centre traditionnel, composé essentiellement du tissu urbain dense de l'époque coloniale. Les autres foyers émetteurs peuvent correspondre aux agglomérations chefs-lieux de communes (ACL) qui disposent d'un potentiel démographique et d'un niveau d'équipement leur permettant de structurer l'espace avoisinant.

En nous basant sur les résultats des RGPH de 1966 à 2008, nous suivrons une démarche diachronique pour observer l'évolution, l'émergence et la disparition des agglomérations à Alger. Ce constat est un indicateur important qui reflète l'évolution des seuils démographiques et économiques au niveau spatial et, par conséquent, il explique l'émergence des centralités potentielles, notamment dans l'espace périphérique.

Par ailleurs, la traduction des changements spatiotemporels a été analysée par la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) articulé sur la base des données des RGPH (1966, 1977, 1987, 1998 et 2008) et l'utilisation des fonds cartographiques (carte topographique et images satellitaires de Google Earth). Ceci nous a conduits, dans un premier temps, à localiser spatialement l'ensemble des agglomérations durant les cinq RGPH. Une base de données a été créée pour documenter toutes les agglomérations localisées (type d'agglomération [ACL, agglomération secondaire [AS], quartier chef-lieu [QCL], Grand Alger [GA]], population agglomérée, commune d'appartenance, wilaya d'appartenance, date de classement). En parallèle, une autre couche sous SIG a été créée; elle est relative à l'évolution des limites administratives en fonction des quatre découpages qu'a connus Alger (1963, 1974, 1984 et 1997). Cette étape est indispensable pour une meilleure analyse du phénomène observé. Grâce à une superposition des couches, nous pouvons observer toutes les agglomérations nouvellement créées ou rattachées à Alger en fonction des découpages administratifs, ou fusionnées avec d'autres agglomérations, etc.

8 Selon l'ONS, une agglomération est un groupement de constructions au moins égal à une centaine (100 et plus) telles qu'aucune construction ne soit séparée de plus de 200 m de la plus proche.

9 Selon l'ONS, une ville est une agglomération urbaine ayant une taille de population supérieure à 100 000 habitants et disposant de fonctions administratives, économiques, sociales et culturelles (loi 2006-06).

L'ensemble des résultats obtenus sera traduit sous forme de cartographies thématiques. Nous présenterons aussi des données statistiques pour mieux cerner cette question.

L'option d'un découpage administratif fin à Alger : une vitalité spatiale exceptionnelle des agglomérations

Une dichotomie urbaine/rurale relativement claire (1966-1977)

Après l'indépendance, la première décennie a été cruciale pour tracer les contours du système urbain algérois des 20 prochaines années (adoption du premier plan triennal, politique urbaine, rééquilibrage territorial, etc.) (Semmoud et Aït-Amirat, 2014 ; Zitoun, 2014). Le premier découpage administratif a eu lieu en 1963,¹⁰ suivi par le premier RGPH de l'Algérie indépendante, en 1966. Alger était composée de 14 agglomérations (tableau 1), dont une agglomération principale appelée GA,¹¹ constituant un territoire aggloméré et fortement urbanisé. Cette zone se caractérise par une tache urbaine relativement dense et continue, avec une forte centralité, qui rayonne sur l'ensemble de la région, et même à l'échelle nationale (Hadjiedj, 1994).

Le découpage comprenait trois ACL et une AS (figure 1). Ces dernières sont considérées comme des territoires potentiellement mutables à cause de leur distance très proche du centre, d'une part, et en raison, d'autre part, du flux migratoire spectaculaire qu'a enregistré la ville d'Alger durant cette période. Le départ des colons, en 1962, avait libéré un patrimoine immobilier important appelé «biens vacants», qui avait été repris dans sa majorité par les Algériens. Le départ brusque de la population européenne avait ouvert les portes à un mouvement migratoire sans précédent dans le centre d'Alger, et même aux alentours de la ville. Entre 1954 et 1966, quelque 300 000 Européens ont quitté Alger, et 500 000 Algériens s'y sont installés (Sahli, 1993). Puis, de 1966 à 1977, le flux migratoire a connu un ralentissement, avec un taux d'accroissement avoisinant les 2,9% par an. Cette situation était accentuée par la population des bidonvilles, alors évaluée à 140 000 personnes et qui se localisait essentiellement dans les alentours de la ville (Sahli, 1993).

Durant cette période, le GA était considéré comme l'espace urbain par excellence, capable de polariser, structurer et influencer toute la banlieue et les agglomérations limitrophes, même celles situées à l'extérieur des limites administratives d'Alger.

Il faut noter que plusieurs agglomérations (notamment les ACL) situées hors limites administratives de la wilaya d'Alger de 1966 avaient une forte dépendance à l'égard du centre d'Alger : mais, en même temps, elles structuraient d'autres AS comme Birtouta, Sidi Moussa, Rouïba, Mahelma, Chérage, Staouali, ... Les ACL et AS les plus proches du centre, telles Aïn Benian, Beni Messous, Birkhadem, etc., étaient sous l'influence directe du centre principal (figure 1). À noter que la majorité de ces ACL et quelques AS étaient des villages coloniaux qui s'étaient transformés progressivement en gros bourgs à partir de 1950 (Benazzouz-Belhaï, 2013).

¹⁰ Par le Décret n° 63-189 du 16.05.1963 et les ordonnances n° 63-421 du 28 octobre 1963 et n° 63-466 du 2 décembre 1963, portant réorganisation territoriale des communes.

¹¹ Au RGPH de 1966, le GA était composé de 10 arrondissements (Bab El Oued, Alger centre, Casbah, Sidi M'Hamed, El Madania, El Biar, Bologhine, Hussein Dey, Bir Mourad Raïs-Kouba, El Harrach. Voir la collection statistique de l'ONS, n° 38, juin 1992, Alger.



Le deuxième découpage administratif a été effectué en 1974.¹² Selon les résultats du RGPH de 1977, le GA comprenait les 10 arrondissements de 1966 auxquels on a ajouté, en 1977, la commune de Baraki et deux arrondissements (Bouzareah et Kouba), pour une population agglomérée de 1 353 826 habitants (tableau 1).

Les agglomérations situées hors des limites administratives de la wilaya d'Alger commencent à se développer progressivement, notamment les AS situées près de la limite de l'agglomération algéroise, comme Oued Roumane, Sebala, Souidania, Baba Hassen, etc., ainsi que deux QCL, Bab Ezzouar et El Hamiz¹³ (figure 1).

Certaines ACL se développent à une cadence remarquable grâce à la fusion des AS avec elles.¹⁴ D'autres communes ont vu leurs AS se multiplier, à l'exemple de Sidi Moussa¹⁵ et Mahelma. La figure 1 permet une première lecture spatiale comparative des RGPH de 1966 et 1977; elle montre clairement le déclenchement du processus de croissance spatiale, à un rythme relativement modéré.

L'amorce d'une dynamique de croissance accélérée 1977-1987

Le dernier découpage administratif date de 1984. L'option retenue était orientée vers un maillage plus fin du territoire national par une multiplication des centres de décision locaux à travers l'extension du réseau des collectivités locales, ainsi que la diffusion et l'amélioration des services et des équipements dans les zones les plus défavorisées (ONS, 2002). L'objectif principal était d'assurer un équilibre spatial, social et économique.

Selon le RGPH de 1987, 13 ACL ont été rattachées au GA, ce qui donne un total de 28 ACL avec une population agglomérée de 1 507 241 habitants (tableau 1). Cette nouvelle configuration renforce de plus en plus le potentiel structurant de l'agglomération algéroise (foyer émetteur), qui concentre déjà un potentiel démographique très important. À titre d'exemple, la commune de Beni Messous s'est transformée en ACL, l'ACL de Birkhadem a été fusionnée avec l'AS de Aïn Naadja, Bab Ezzouar est passé subitement du statut de QCL à celui d'ACL (figure 1).

En parallèle, dans l'espace périphérique, plusieurs AS hors limites administratives d'Alger ont été promues en ACL, telles que Baba Hassen, Ouled Fayet, Souïdania, Rahmania, Ouled Chebel, etc. D'autres communes qui disposaient d'une seule ACL en 1977 ont connu un développement rapide et une multiplication d'AS (notamment, Douera, Birtouta, Zeralda, Aïn Taya). D'autres encore, telles que Sidi Moussa, ont vu leurs AS fusionnées avec l'ACL (figure 1).

12 Ordonnance 74-69 du 2 juillet 1974 relative à la refonte de l'organisation territoriale des wilayas.

13 La politique des QCL a été mise en place pour le développement de certains pôles, afin de les promouvoir ensuite en ACL.

14 À titre d'exemple, l'AS de Sidi Ferruch qui, à l'époque appartenait à la wilaya de Tipaza, s'est fusionnée avec l'ACL de Staoueli.

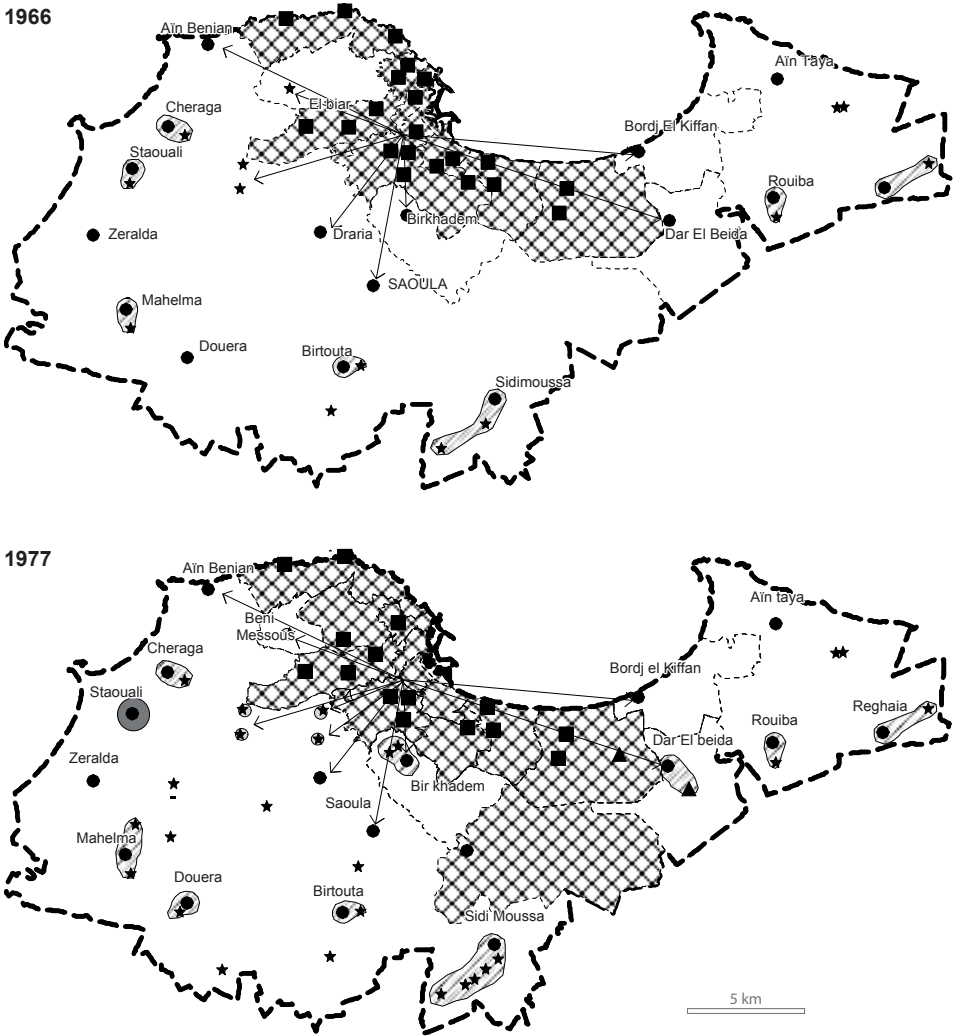
15 À titre d'exemple, Sidi Moussa avait deux AS en 1966; elle en avait cinq en 1977.

Tableau 1 Évolution des agglomérations d'Alger, 1966-1987

Commune	RGPH 1966			RGPH 1977			RGPH 1987			Remarques
	Agglomération	Type	Population	Agglomération	Type	Population	Agglomération	Type	Population	
Grand Alger	Grand Alger	ACL 10	943 551 943 551	Grand Alger	ACL 13	1 353 826 1 353 826	Grand Alger	ACL 28	1 507 241 1 507 241	
Birkhadem	Birkhadem	ACL 1	16 097 16 097	Birkhadem Megnouche Aïn Naadja	ACL AS AS	17 034 1961 3722	Birkhadem Megnouche	ACL AS	28 217 4054	Fusion de l'AS de Aïn Naadja avec l'ACL, en 1987
					3	22 717		2	32 271	
Dar El Beida	Dar El Beida	ACL 1	3766 3766	Dar El Beida Hamiz	ACL QCL	8778 8778	Dar El Beida Hamiz	ACL AS	12 917 1135	
					1			2	14 052	
Bab Ezzouar				Bab Ezzouar	QCL		Bab Ezzouar	ACL 1	55 211 55 211	
Bordj El Kiffan	Bordj El Kiffan	ACL 1	23 489 23 489	Bordj El Kiffan	ACL 1	46 590 46 590	Bordj El Kiffan	ACL 1	61 035 61 035	
Beni Messous	Beni Messous	AS 1	2623 2623	Beni Messous	AS 1	4230 4230	Beni Messous	ACL 1	8805 8805	
Total Wilaya		14			19	1 436 141		35	1 678 615	

Source : Collection statistique n° 38, ONS, 1992, p. 87

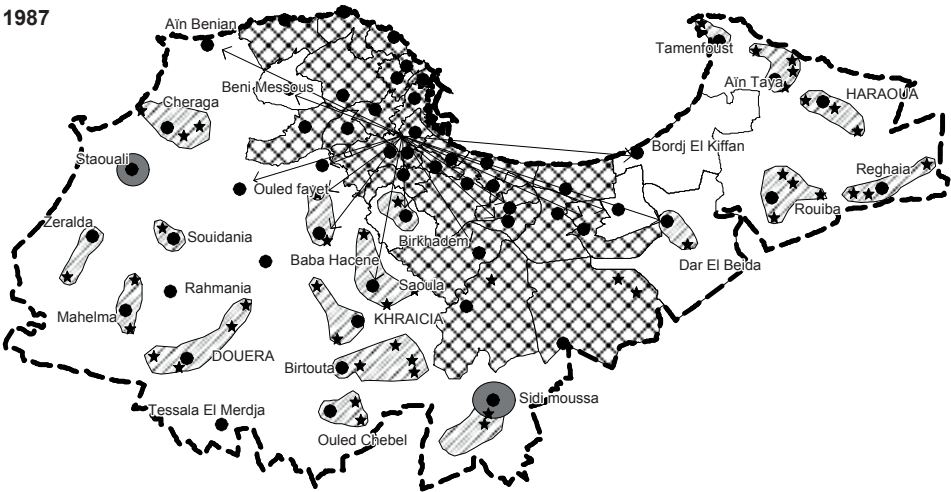
Figure 1 Comparaison de la dynamique des agglomérations 1966-1998



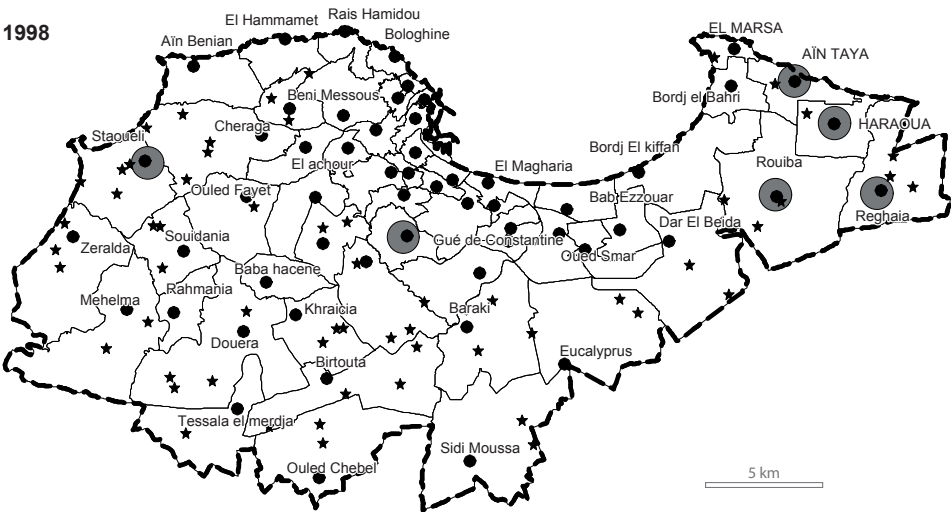
Élaborée par l'auteur

Figure 1 Suite

1987



1998



- | | |
|--|--|
|  Limite administrative actuelle |  Grand Alger (GA) |
|  Limite administrative wilaya d'Alger 1966/1977 |  Agglomération chef-lieu de commune (ACL) |
|  Aire d'influence de ACL |  Agglomération secondaire (AS) |
|  Limite du Grand Alger |  Quartier chef-lieu (QCL) |
| |  ACL ayant subi une fusion avec leurs AS |

Élaborée par l'auteur

Une urbanisation accélérée où les ACL et AS de l'espace périphérique s'affirment davantage, 1987-1998

L'extension des limites de l'agglomération algéroise est mise en évidence, entre 1987 et 1998, par le nombre important d'agglomérations qui se sont développées dans la foulée de la promotion administrative de 1984. Cette situation a été accentuée avec le nouveau découpage de 1997.¹⁶ On est passé de 35 agglomérations en 1987 à 117 en 1998, dont 60 sont des AS (tableau 2). Le principal motif de ce dernier découpage a été la contrainte foncière. L'État avait besoin de nouvelles potentialités foncières pour répondre aux besoins de la population en matière de logement, d'équipements, etc. Durant cette période de 1987 à 1998, la population agglomérée est passée de 1 678 615 habitants à 2 477 485, soit une augmentation de 65%. Une nouvelle réalité sociospatiale s'est donc imposée dans la région algéroise (nouveaux pôles, nouvelle densité...). La dynamique des agglomérations dans l'espace périphérique s'est accélérée à un rythme très visible spatialement (figure 1). La situation d'Alger en 1998 montre clairement une dynamique importante du côté ouest et du côté sud-ouest (Staoueli, Zeralda, Baraki), et on constate une multiplication des AS, qui sont éparpillées sur l'ensemble du territoire communal.

Tableau 2 Évolution de la population agglomérée, 1966-1998

	RGPH 1966	RGPH 1977	RGPH 1987	RGPH 1998
Population agglomérée	989 526	1 436 141	1 678 615	2 477 485
Nombre d'agglomérations	14	19	35	117

Source : Collection statistique n°38 et n°104, plus traitement de l'auteur

Du côté est d'Alger, plusieurs ACL, comme Aïn Taya, Haraoua, Reghaïa et Rouïba, ont connu un développement remarquable, grâce à leur fusion avec quelques AS existantes. En parallèle, de nouvelles AS ont vu le jour. Ceci a donné une nouvelle ampleur aux chefs-lieux de ces communes en les transformant progressivement en centres secondaires (figure 1).

Plusieurs agglomérations sont devenues de plus en plus indépendantes sur certains aspects, vis-à-vis des ACL ou vis-à-vis du centre d'Alger. D'autres AS ont dépassé, par leur importance démographique ou économique, les ACL auxquelles elles sont rattachées.

Un phénomène de rurbanisation accentué en 2008

En 2008, l'espace périphérique devient le théâtre majeur de l'urbanisation. L'émiettement communal a renforcé une urbanisation en tache d'huile, qui s'accélère à un rythme alarmant. La dynamique des agglomérations s'affiche de plus en plus dans l'espace périphérique. Les résultats du dernier RGPH (2008) confirment clairement cette tendance (tableau 3). Plusieurs ACL ont connu des évolutions considérables des côtés est et ouest d'Alger, et cette évolution les a transformées en

¹⁶ 24 communes des wilayas limitrophes ont été rattachées à Alger. La wilaya de Tipaza a cédé 14 communes alors que les wilayas de Blida et de Boumerdes en ont cédé respectivement quatre et six. Le nombre de communes de la wilaya d'Alger est passé de 33 à 57. Alger fut aussi dotée d'un statut particulier l'élevant au rang de Gouvernorat du Grand Alger (GGA), compte tenu de sa place stratégique en tant que capitale du pays.



vrais foyers émetteurs de l'urbanisation. Elles polarisent, structurent et transforment tout l'espace avoisinant ; le nombre d'AS a encore évolué durant cette période. Ainsi, 16 nouvelles agglomérations urbaines sont apparues entre 1998 et 2008 (tableau 3). Les agglomérations les plus importantes sont Khraïssia, Souïdania et Hay Ghemidri, avec respectivement 17 126, 10 535 et 10 443 habitants. L'agglomération urbaine d'El Marsa s'est fusionnée avec l'agglomération urbaine intercommunale d'Alger. Selon le RGPH de 2008, 53% des communes d'Alger sont classées totalement urbaines et 35%, à dominance urbaine. Ces résultats démontrent l'ampleur de la croissance urbaine à Alger (figure 2).

La figure 2 illustre l'émergence d'un corridor de plusieurs agglomérations formant des pôles urbains, notamment autour des nouveaux axes routiers (2^e rocade d'Alger). La tendance actuelle de la ville d'Alger est orientée vers une structure polycentrique, qui s'affirme de plus en plus.¹⁷

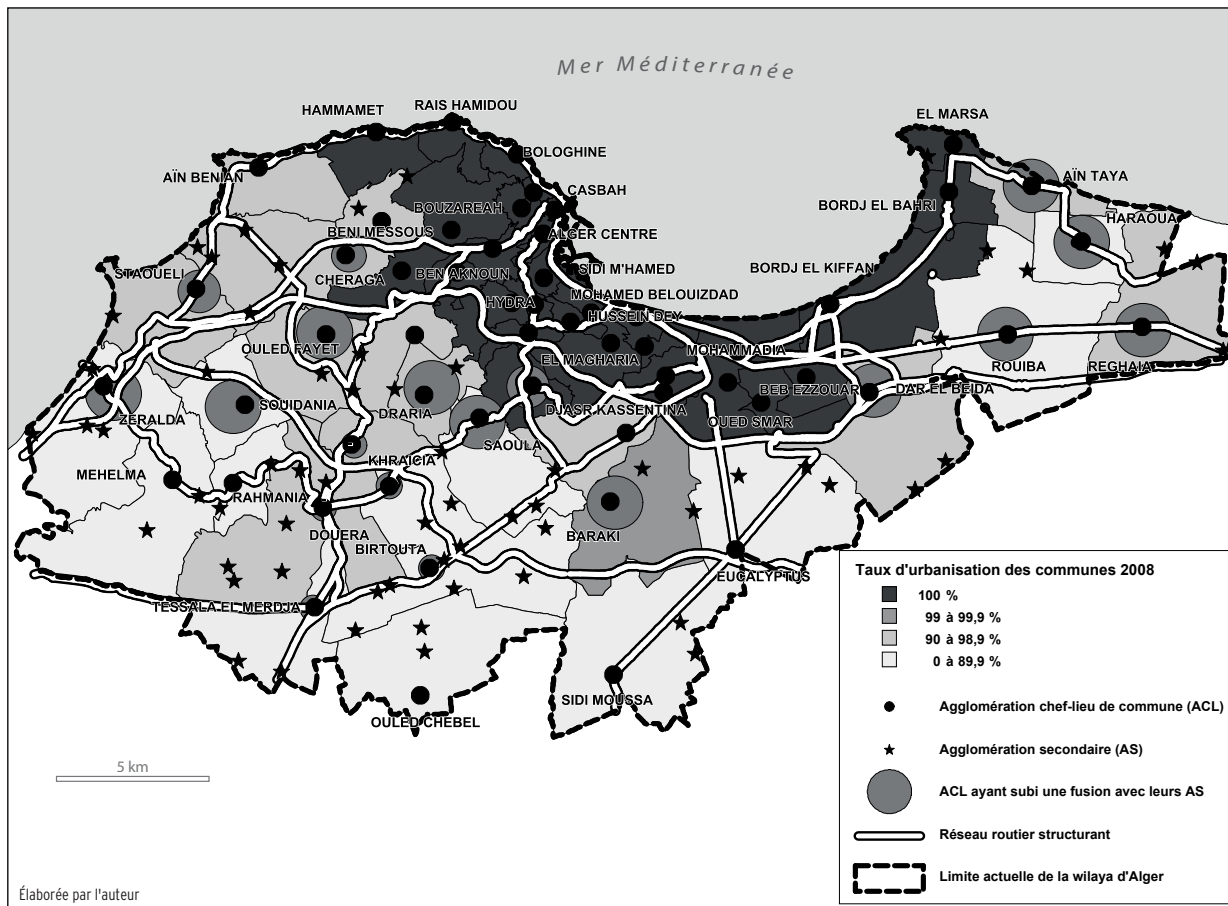
Tableau 3 Liste des agglomérations nouvellement urbaines en 2008

Wilaya	Commune	Agglomération	Population en 2008	Observation
Alger	Baraki	Ben Ghazi	5 149	Fusionnée avec l'agglomération urbaine intercommunale d'Alger
	Beni Messous	Hay Ghemidri	10 443	
	Tassala El Merdja	Tessala El Merdja	8 497	
	Ouled Chebel	Ouled Chebel	8 602	
	El Marsa	El Marsa	5 871	
	El Marsa	Tamenfoust	6 229	Nouvelle agglomération
	Draria	Seballa	9 948	
	Rouiba	Hai Enasr	8 582	
	Reghaia	Zbarbar Ex Kerrouch	6 988	
	Souidania	Souidania	10 535	
	Cheraga	Bouchaoui Amar	5 620	
	Cheraga	Club des Pins	2 611	
	Ouled Fayette	Plateau	7 778	
	Douera	D'kakna	7 299	
	Khraïssia	Cherchali	1 082	
	Khraïssia	Khraicia	17 126	
Total		16	124 368	

Source : Collection statistique n° 163/2011, série S : Statistiques sociales

17 Voir la révision du Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) d'Alger 2011, phase diagnostic.

Figure 2 Dynamique des agglomérations 2008



Des instruments d'urbanisme qui renforcent l'étalement urbain

Il faut rappeler qu'après l'indépendance, une politique urbaine a commencé à être définie pour Alger, avec une volonté de maîtrise globale de l'agglomération ; cette politique s'est traduite, en 1968, par la création du COMEDOR.¹⁸ Une étude menée de 1970 à 1974 a abouti à l'approbation du POG,¹⁹ qui devait agir comme un plan de développement à la fois économique et social, et en même temps, encadrer l'accroissement de l'agglomération algéroise à l'horizon 2000. Le POG a opté pour l'orientation de l'extension urbaine vers l'est. Le choix de cette direction a déjà été amorcé sous le plan de Constantine, durant l'époque coloniale. Une série d'opérations décidées par le COMEDOR ont été concrétisées, formant un front d'urbanisation continu de Staouéli à Boudouaou (Deluz, 1988) : Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene, viabilisation du quartier diplomatique (transformé en 1981 en zone d'habitat et d'équipement), zones industrielles Rouïba-Reghaïa, programme de 10 400 logements à l'est, programme de 15 000 logements et de zones d'activités le long de la rocade, parc zoologique et des loisirs, autoroute de l'Est, etc.

En 1979, une décision de gel de ce plan a été prise par le Conseil des ministres sous motif de la grande consommation des terres agricoles (plus de 15 000 ha) (Coté, 1983). Une nouvelle étude de la planification de la capitale a été mise en route ; il s'agit du Plan d'urbanisme directeur (PUD) finalisé en 1983. La stratégie du PUD a marqué une rupture totale avec le POG. L'orientation de l'extension de la ville est orientée vers l'ouest et le sud-ouest, dans un but de préservation des terres agricoles. On prévoit la création de 7 centres urbains de 200 000 habitants (Birkhadem, Shaoula, Khraïssia, Douera, El Achour, Ouled Fayet et Chéraga).

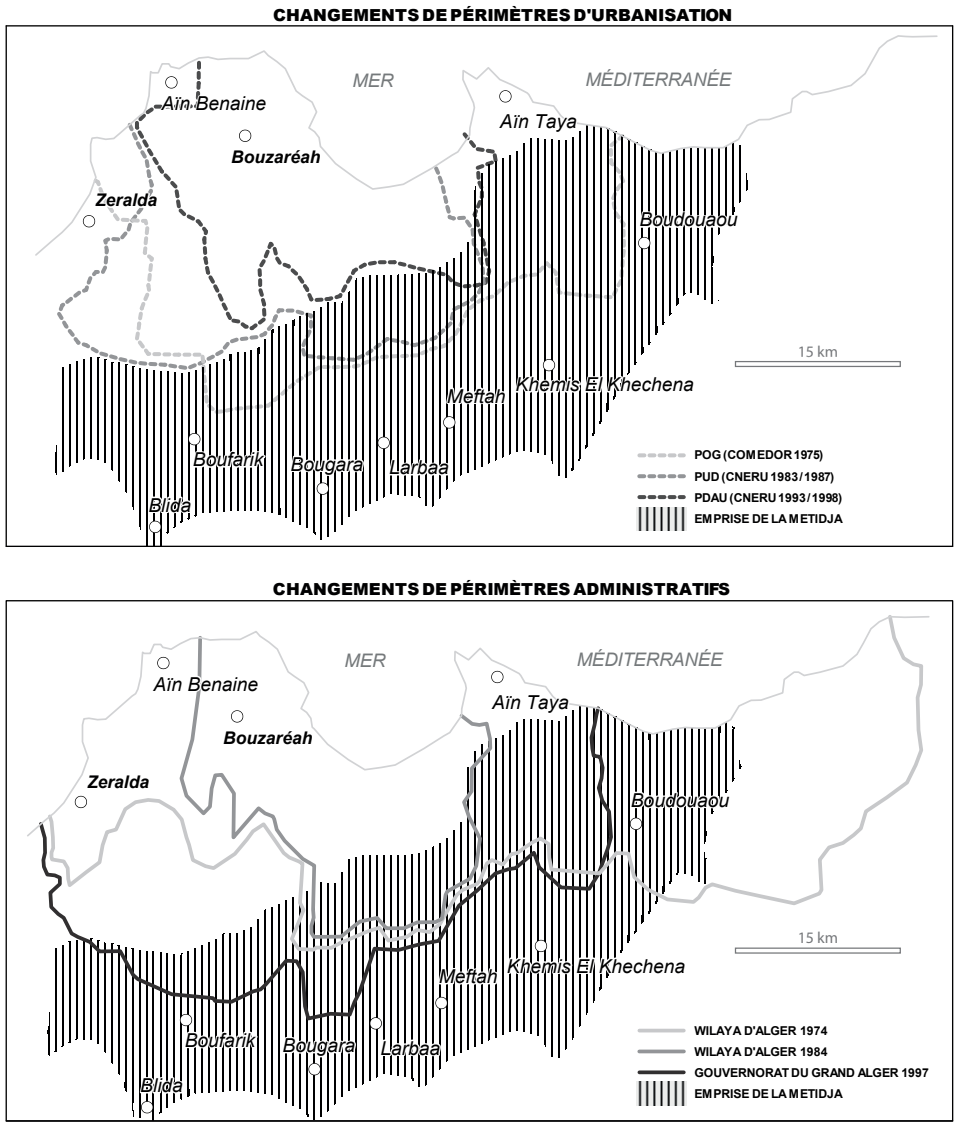
Un autre plan a été mis en place entre 1991 et 1993 : le PDAU. C'est un outil réglementaire qui a pour rôle l'affectation de l'usage du sol. À ce propos, Sidi Boumediene considère le PDAU et le PUD comme des outils de régulation sociale et de distribution de la rente foncière (Sidi Boumedine, 2004). Malheureusement, le périmètre du PDAU était limité aux 33 communes issues du découpage de 1984. Quelques 24 communes ayant été rattachées à Alger après le découpage de 1997 ont évolué hors périmètre du PDAU (figure 3). Cet instrument est resté valable jusqu'en 2012, après quoi une étude d'actualisation du PDAU a été lancée. À ce propos, Hadjiedj note que « le changement trop répétitif de stratégie montre à quel point la cohérence urbaine fait défaut, alors que la ville continue à se développer sous la perturbation de mutation d'une stratégie à une autre et d'un instrument à un autre » (Hadjiedj, 2012).

18 COMEDOR : Comité permanent d'études, de développement, d'organisation et d'aménagement de l'agglomération d'Alger, adopté le 20 novembre 1968, suivant le décret exécutif n°68-625.

19 POG : Plan d'orientation générale de développement et d'aménagement de l'agglomération d'Alger, adopté le 27 mars 1975, suivant le décret n°75-22.



Figure 3 Évolution des périmètres d'urbanisation en fonction des découpages administratifs



En effet, ce changement d'orientation de stratégie d'urbanisation d'Alger par les trois plans d'urbanisme POG, PUD, PDAU a eu des conséquences très visibles sur le plan spatial. Le poids de l'héritage de plus de 40 ans de planification urbaine pèse lourdement. L'ampleur constatée dans la prolifération des agglomérations traduit clairement les conséquences du changement du couloir de l'urbanisation (figure 3). Les côtés est et ouest d'Alger enregistrent une prolifération rapide de plusieurs agglomérations réparties d'une manière relativement homogène dans l'espace périphérique. Cette répartition spatiale des agglomérations (AS et ACL) traduit l'éclatement de la structure spatiale de la ville d'Alger, ainsi qu'une urbanisation non contrôlée.

L'étalement urbain à Alger : vers une dualité centre-périphérie

La mobilité résidentielle, moteur de la croissance des agglomérations à Alger

Le RGPH de 2008 a mis en évidence l'ampleur de l'extension des domaines urbanisés. Le processus de mobilité résidentielle entamé durant la décennie 1987-1998 se poursuit avec une ampleur accentuée. La figure 4 montre clairement l'amorce d'un exode urbain délibéré. La disponibilité du foncier et le développement d'une infrastructure routière d'un niveau de service élevé (2^e rocade d'Alger, voie expresse...) ont stimulé davantage la délocalisation des ménages algérois du centre vers la périphérie. Ce flux migratoire du centre vers la périphérie touche presque l'ensemble des communes centrales (Zitoun, 2014). La zone centrale a perdu 141 632 habitants entre 1987 et 1998. Les problèmes du centre (dégradation du cadre bâti, congestion...), ainsi que l'envie d'accession à la propriété d'une maison individuelle sont à l'origine de cette situation.

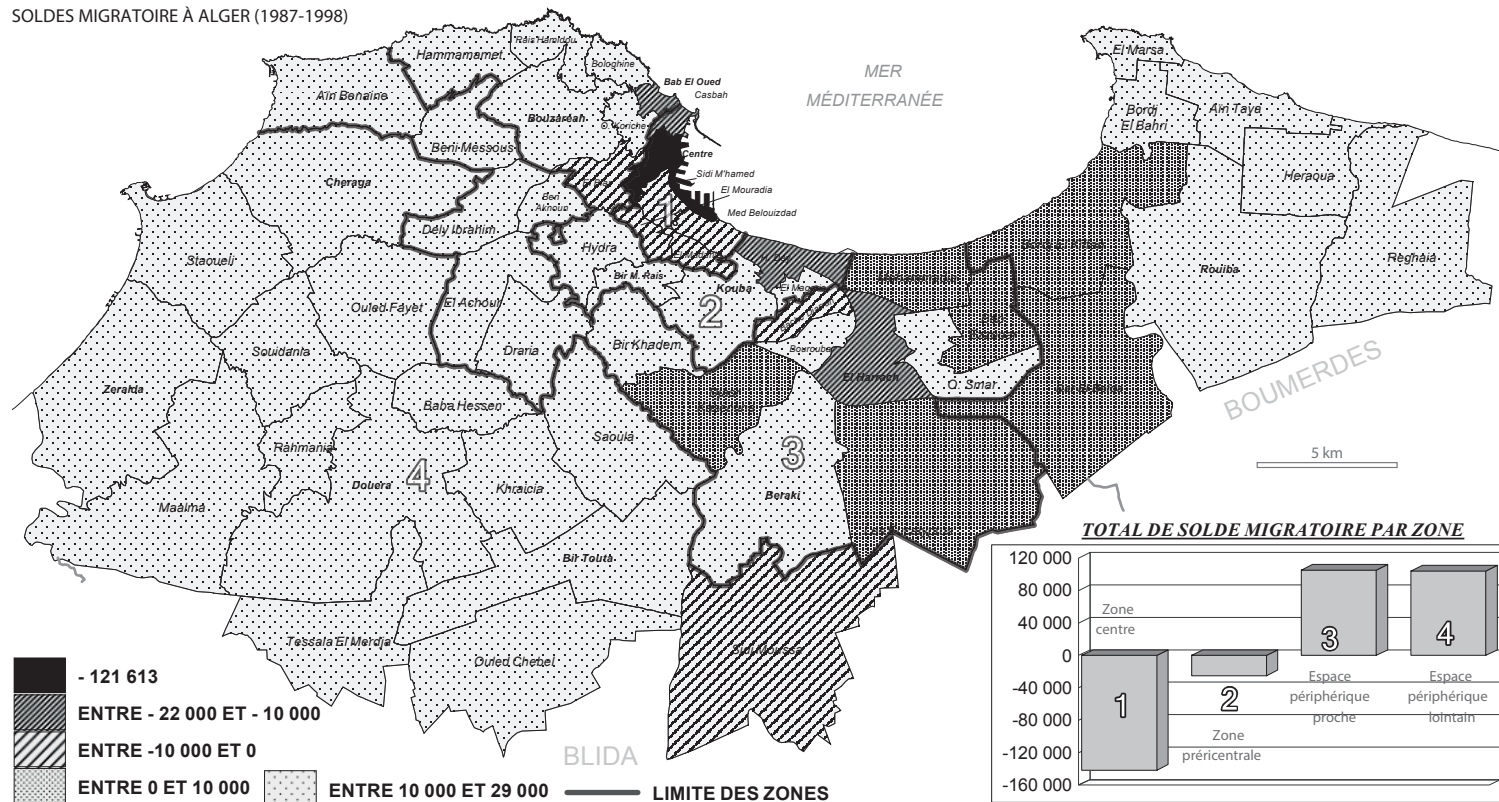
Nous constatons aussi des soldes migratoires négatifs dans quelques communes péricentrales telles que Bab El Oued, Hussein Dey et El Biar. L'ensemble de la zone péricentrale a perdu un potentiel démographique évalué à 25 045 habitants.

À l'opposé, l'espace périphérique continue d'être le lieu le plus convoité pour les nouvelles localisations résidentielles. Dans les périphéries proche et lointaine, nous constatons une forte augmentation démographique évaluée respectivement à 105 216 et 104 305 habitants, pour l'année 1998. À noter que, dans cette dynamique, deux communes constituent des cas particuliers : la commune de Sidi Moussa, à cause de la dégradation de la situation sécuritaire, et El Harrach, en raison de la dégradation de l'état du bâti dans sa zone centrale (figure 4).



Figure 4 Carte de l'évolution du solde migratoire entre 1987 et 2008

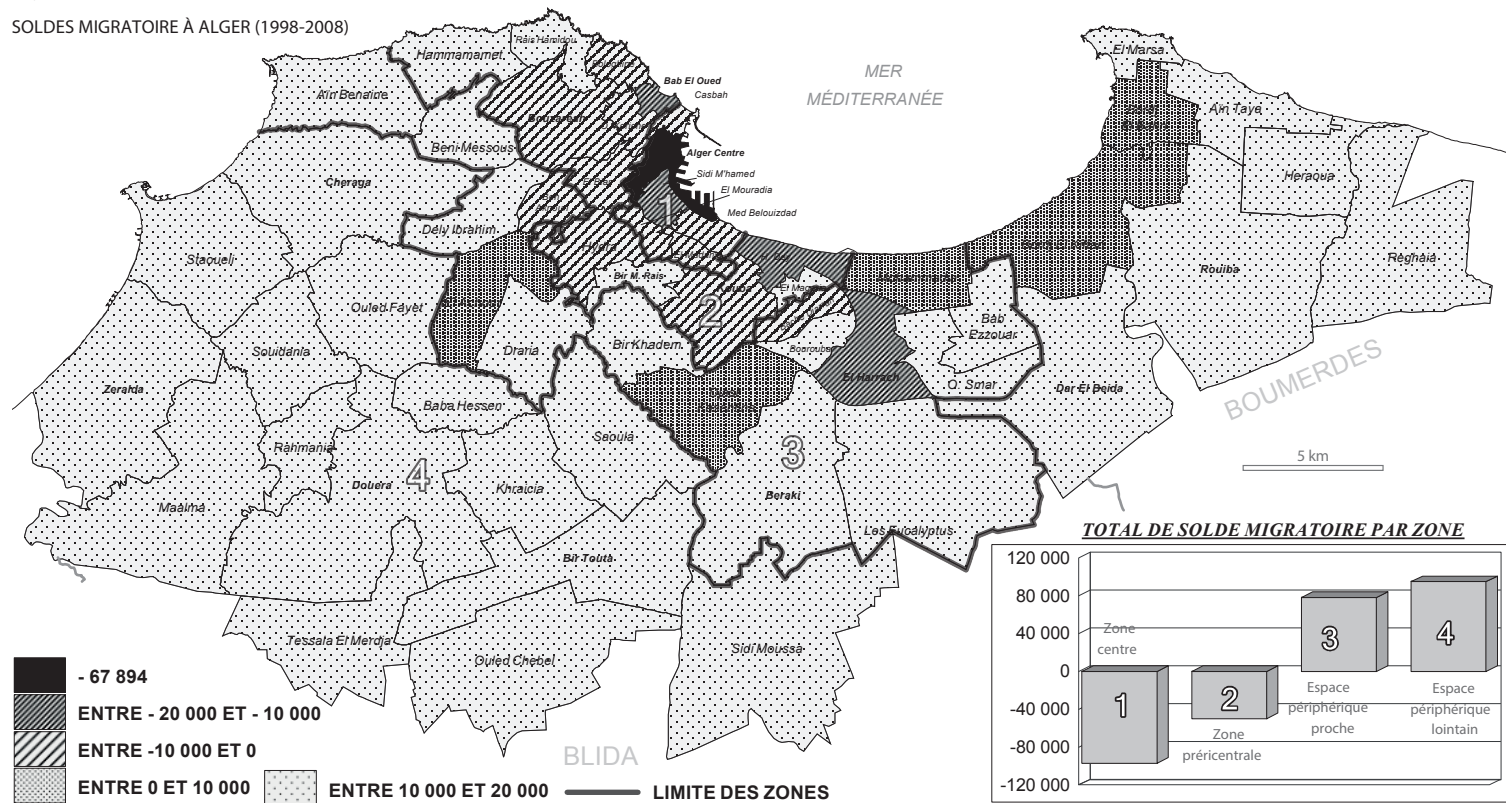
SOLDES MIGRATOIRE À ALGER (1987-1998)



Élaborée par l'auteur

Figure 4 Suite

SOLDES MIGRATOIRE À ALGER (1998-2008)



Élaborée par l'auteur

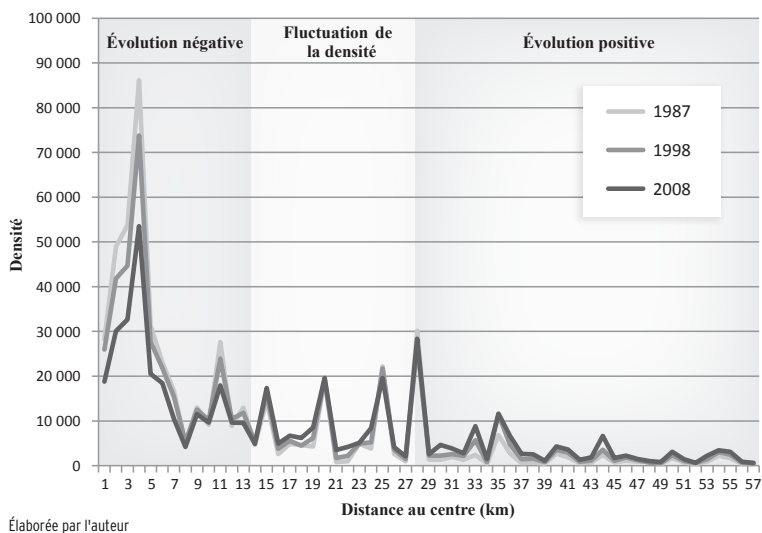
Vers une évolution morphologique

L'analyse de la répartition des densités pour l'année 2008 accentue le décalage est/ouest et nord/sud. L'écart se creuse entre les communes centrales et les communes péri-centrales. Cette nouvelle logique de distribution de la population provoque un élargissement du périmètre de concentration des ménages.

La figure 5 laisse apparaître une grande diversité dans la répartition de la densité résidentielle, qui rend compte de la complexité du phénomène de mobilité résidentielle. Les principaux résultats qui ressortent de cette analyse sont les suivants :

- La distance du centre reste un élément déterminant dans la décroissance de la densité ;
- Les communes centrales enregistrent une baisse très sensible de la densité de population, qui décroît dans un rayon approximatif de 13 km, couvrant le centre historique et la totalité de la zone péri-centrale ;
- La forme de la courbe observée dans la figure 5 témoigne d'un certain contraste est/ouest et nord/sud ;
- Les communes de la périphérie éloignée retrouvent un dynamisme démographique très important, résultat de la disponibilité du foncier, du prix du foncier, de l'amélioration de l'accessibilité et de l'absence de contraintes topographiques.

Figure 5 Synthèse de l'évolution de la densité à Alger de 1987 à 2008



Une mutation de la base économique

L'orientation économique de l'Algérie à la fin des années 1980, qui a visé une plus grande ouverture vers une économie de marché, a permis un changement progressif du paysage économique algérois. Après un processus de redéploiement de la population dans l'espace périphérique, qui a débuté en 1987 et qui continue jusqu'à ce jour, c'est

au tour des activités économiques de subir les conséquences de ces changements. L'image négative des anciens faubourgs marqués par la présence d'une forte activité industrielle, des habitations à loyer modique (HLM), de l'habitat précaire ou qualifié de cités dortoirs, notamment pour les grands ensembles comme Bab Ezzouar, Aïn Naâdja, etc., a complètement changé. Au fil des années, on constate la réduction du rôle de l'activité industrielle et son remplacement progressif par des activités commerciales et de services. Ce sont des mutations d'ordre quantitatif et qualitatif. Le centre traditionnel était toujours le poumon économique des activités du tertiaire et du tertiaire supérieur. L'étalement urbain a changé la morphologie de la ville d'Alger et entraîné l'émergence de nouvelles centralités. L'espace périphérique est devenu un lieu potentiel de concentration des activités commerciales et de services.

Selon le recensement économique fait par l'ONS durant la période 2010-2011, nous constatons des résultats très intéressants. Alger est une métropole en voie de tertiarisation, l'activité commerciale et de services détient le monopole de l'activité économique à Alger, avec des taux de 56% et 33% respectivement, suivie par l'industrie et le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), avec des taux de 9% et 1% respectivement (tableau 4). Sur le plan spatial, la 1^{ère} et la 2^e couronnes d'Alger représentent la périphérie proche et lointaine. Dans le secteur du commerce et des services, la répartition est presque homogène entre les quatre entités spatiales, ce qui témoigne des mutations profondes dans le paysage économique de l'espace périphérique après plusieurs découpages consécutifs.

Tableau 4 Répartition des activités économiques par couronne à Alger

	Construction (BTP)	Commerce	Industrie	Services
Hypercentre	1%	58%	7%	35%
Centre	1%	54%	8%	37%
1 ^{ère} couronne	1%	57%	8%	34%
2 ^e couronne	1%	56%	12%	32%
Total Alger	1%	56%	9%	33%

Source : ONS, 2012

Vers une stratification des agglomérations à Alger

Une des conséquences les plus marquantes du processus de croissance des agglomérations de 1966 à ce jour est l'étalement urbain de la ville d'Alger. Cet étalement se traduit spatialement par la croissance continue des limites de l'agglomération d'Alger. C'est le résultat d'une conurbation et de la fusion des différentes agglomérations durant presque 50 ans d'évolution.

Actuellement, les limites de l'agglomération s'étalent sur 45 communes avec un tissu urbain continu et une population de 2 364 230 habitants (RGPH, 2008). Alger est passée au rang de métropole urbaine, selon la classification de l'ONS en 2008, après avoir été classée en urbain supérieur en 1998. En parallèle, 19 agglomérations sont classées comme strates de l'urbain supérieur, ce qui renforce l'armature urbaine d'Alger (tableau 5).



Plusieurs facteurs ont favorisé cette situation : essentiellement une forte mobilité résidentielle, la disponibilité des réserves foncières dans les communes périphériques et un échec de la planification urbaine. La promotion administrative a souvent été l'élément stimulant de cette dynamique en conférant aux différentes agglomérations à vocation rurale un statut administratif leur permettant d'inscrire des programmes de logements, d'équipements, des périmètres d'urbanisations, etc.

Actuellement, le processus de croissance des agglomérations se réalise avec de nouveaux mécanismes de plus en plus complexes par rapport aux périodes précédentes. L'amélioration des services du réseau routier a chamboulé le rythme de croissance spatiale des agglomérations, notamment celles qui ont une bonne position par rapport aux grands axes de circulation (rocade, pénétrante...). Cette facilité d'accès au réseau routier express a offert de nouvelles occasions, notamment pour la localisation résidentielle. Les parties ouest et sud, autrefois mises à l'écart, retrouvent un certain dynamisme, avec l'émergence de plusieurs sites résidentiels d'un niveau de vie moyen à élevé, situés autour des rocades et des voies express.

Tableau 5 Liste des agglomérations classées urbaines en 2008 selon leurs strates d'appartenance

Agglomérations	2008	
	Population	Strate
Alger (agglomération intercommunale)	2 364 230	Métropole urbaines
Ben Ghazi	5149	Strate de l'urbain supérieur
Hay Ghemidri	10 443	Strate de l'urbain supérieur
Birtouta	13 647	Strate de l'urbain supérieur
Tessala El Merdja	8497	Strate de l'urbain supérieur
Ouled Chebel	8602	Strate de l'urbain supérieur
Sidi Moussa	30 887	Strate de l'urbain supérieur
Aïn Taya	33 575	Strate de l'urbain supérieur
Haraoua	24 371	Strate de l'urbain supérieur
Hai Enasr	85 82	Strate de l'urbain supérieur
Reghaia	117 558	Strate de l'urbain supérieur
Zbarbar Ex Kerrouche	6988	Strate de l'urbain
Bouzegza (Village social agricole [V.S.A])	18 598	Strate de l'urbain supérieur
Zeralda	23 946	Strate de l'urbain supérieur
Souidania	10 535	Strate de l'urbain
Bouchaoui Amar	5620	Strate de l'urbain supérieur
Club des Pins	2611	Strate de l'urbain supérieur
Les Dunes (V.S.A)	22 279	Strate de l'urbain supérieur
Plateau	7778	Strate de l'urbain supérieur
D'kakna	7299	Strate de l'urbain
Douera	46 266	Strate de l'urbain supérieur
Baba Hassen	22 199	Strate de l'urbain supérieur
Cherchali	1082	Strate de l'urbain supérieur
Khraicia	17 126	Strate de l'urbain supérieur
Total	2 817 868	24

Source : Collection statistique n° 163/2011, série S : Statistiques sociales



Conclusion

L'acte d'urbanisation est considéré comme le moteur de l'étalement urbain. Notre travail a mis en relief la pertinence de notre hypothèse de départ, qui postule l'existence d'une relation de cause à effet entre la promotion administrative et l'étalement urbain. La mise en place d'une base de données sous SIG, qui localise, hiérarchise et retrace l'évolution spatiale et temporelle des agglomérations de 1966 à 2008, conjointement à l'évolution du découpage administratif, montre clairement l'apport des politiques publiques en matière de promotion administrative, dans la stimulation de tout un processus d'étalement urbain.

En effet, le cas d'Alger nous renseigne sur quelques éléments importants dans l'étude de l'étalement urbain :

- À l'image des autres villes capitales du Maghreb, les effets de la politique coloniale en matière de maillage territorial ont été rapidement ressentis après l'indépendance à Alger, qui concentre la majorité des biens et services. Cette inégalité spatiale dans la distribution territoriale des ressources économiques et des services, ce centralisme excessif, ont amorcé le début de la transition urbaine, avec un redéploiement massif de la population. Le premier maillage administratif de 1963 n'a pas pu apporter les réponses escomptées en matière de maîtrise des flux migratoires. Le centre traditionnel a absorbé le surplus démographique grâce à la libération des biens immobiliers à la suite du départ massif des colons. En parallèle, les communes nouvellement promues au statut d'ACL situées près de l'agglomération urbaine principale, le GA, sont déjà prédisposées à enclencher un processus d'urbanisation, vu leur présence dans le rayon d'influence directe du centre. Aussi, leurs nouveaux statuts administratifs leur donnent les prérogatives nécessaires en matière d'urbanisation (programme de logements, d'équipements, etc.).
- L'émiettement institutionnel entamé par les quatre découpages de 1963, 1974, 1984 et 1997 vise un maillage de plus en plus fin pour une meilleure équité sociale et économique. Cette orientation nous a souvent conduits à une multiplication des centres de décision dans le domaine de la planification urbaine, ce qui a renforcé un étalement urbain en saut de mouton. Deux points importants sont à souligner pour le cas d'Alger. Premièrement, l'incohérence des limites de la planification de la ville et les limites administratives. Plusieurs communes ayant été rattachées à Alger évoluent indépendamment de la vision globale de la planification de la métropole. En effet, leurs rattachements visent uniquement à renforcer le portefeuille foncier d'Alger et à améliorer les ressources fiscales (présence de zones industrielles). Deuxièmement, les nouvelles forces motrices telles que l'amélioration de l'accessibilité routière au profit des espaces périphériques, la question du foncier, la saturation du centre, etc., ont sans doute donné l'occasion à des AS qui avaient un profil typiquement rural de grimper brusquement dans la hiérarchie urbaine algérienne. Ces deux facteurs ont contribué favorablement à inverser la dynamique démographique et à favoriser l'émergence de nouvelles polarités autour du corridor autoroutier. C'est une nouvelle morphologie urbaine basée sur une organisation polycentrique qui marque de plus en plus l'espace périphérique algérois.



- L'émiettement de l'urbanisation stimulé par l'émiettement institutionnel, dans un pays où l'urbanisation est souvent mal maîtrisée, l'administration mal outillée, et où la satisfaction des revendications sociales constitue une priorité pour les gestionnaires, ont réussi à faire des différentes ACL et AS de véritables foyers émetteurs de l'urbanisation. L'analyse de la progression du nombre d'ACL et d'AS et leur positionnement dans la nouvelle hiérarchie urbaine témoigne d'une dynamique d'étalement urbain inquiétante. À partir de 2008, Alger affiche une nouvelle stratification de ces agglomérations. Les données du dernier RGPH de 2008 donnent les résultats suivants : une strate classée métropole urbaine, qui représente l'agglomération d'Alger avec 2 364 230 d'habitants, et 19 strates classées urbaines supérieures, la majorité de ces dernières ayant auparavant un statut d'AS ou d'ACL. L'extension continue des limites de l'agglomération d'Alger risque d'absorber de nouvelles agglomérations. Une conurbation plus importante est à prévoir si une politique de maîtrise de croissance spatiale de la ville d'Alger n'est pas mise en place le plus tôt possible.

Au regard de tout ce qui a été dit, la transition urbaine est amorcée sérieusement à Alger, et elle risque de ressembler à celle des grandes métropoles en développement. Étudier l'étalement urbain et la promotion administrative soulève également la question de savoir comment mettre en place les modes de gouvernance qui empêchent l'émiettement des espaces métropolitains. Quel sens donner au concept de décentralisation dans les villes en développement, et notamment maghrébines, pour une gestion urbaine cohérente et durable ?

Répondre à ces questions nécessite des approches appropriées et l'ouverture d'un débat aux différents acteurs de la ville et de la politique de l'aménagement du territoire.

Bibliographie

- ALLAIN, Rémy (2004) *Morphologie urbaine: géographie, aménagement et architecture de la ville*. Paris, Armand Colin.
- ARELLANO RAMOS, Blanca et ROCA CLADERA, Josep (2012) *Urban sprawl in megacities: Is it an unsustainable model?* European Real Estate Society 19th Annual Conference, Edinburg, 2012.
- BAUER, Gérard et ROUX, Jean-Michel (1976) *La rurbanisation ou la ville éparpillée*. Paris, Éditions du Seuil.
- BAVOUX, Jean-Jacques, BEAUCIRE, Francis, CHAPELON, Laurent et ZEMBRI, Pierre (2005) *Géographie des transports*. Paris, Armand Colin.
- BENAZZOZOUZ-BELHAÏ, Attika (2013) La périurbanisation et ses répercussions sur les mutations socio-spatiales à Alger. Dans Habib Dlala (dir.) *Les marges périurbaines en Tunisie et au Maghreb*. Tunis, Centre de publication universitaire, p. 59-80.
- BEREZOWSKA-AZZAG, Ewa (2001) Les instruments d'urbanisme de la période postindépendance et leur impact sur le développement spatial d'Alger. *Cahiers de l'École Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme*, vol. 10, n°9, Alger, p. 11.
- BRET, Bernard (1996) Les inégalités : une question de géographie politique. *L'information géographique*, vol. 60, n°1, p. 10-19.
- BRETAGNOLLE Anne, PUMAIN, Denise et VACCHIANI-MARCUZZO, Céline (2007) Les formes des systèmes de villes dans le monde. Dans Marie-Flore Mattei et Denise Pumain (dir.) *Données urbaines*. Paris, Anthropos, p. 301-314.
- CHADLI, Mohamed et HADJIEDJ, Ali (2003) L'apport des petites agglomérations dans la croissance urbaine en Algérie. *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne]. <https://cybergeo.revues.org/3851>
- CHALINE, Claude (1996) *Les villes du monde arabe*. Paris, Armand Colin.
- CHARMES, Éric (2011) *La ville émietlée: essai sur la clubbisation de la vie urbaine*. Paris, Presses Universitaires de France.
- CHESNAIS, Jean-Claude et LE BRAS, Hervé (1976) Villes et bidonvilles du Tiers Monde. Structures démographiques et habitat. *Population*, n°6, p. 1207-1231.
- COTE, Marc (1983) *L'espace algérien: les prémices d'un aménagement*. Alger, Office des Publications universitaires.
- DELUZ, Jean-Jacques (1988) *L'urbanisme et l'architecture d'Alger: aperçu critique*. Bruxelles, Mardaga.
- DENIS, Éric (2007) Les villes intermédiaires dans le Monde arabe. *Cahiers du Gremamo*, n°19, p. 11-54.
- DJELLOULI, Yamna, EMILIANOFF, Cyria, BENNASR, Ali et CHEVALIER, Jacques (dir.) (2010) *L'étalement urbain: un processus incontrôlable?* Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- DRISS, Nassima (2013) Projet urbain et espace public à Alger. De la ville programmée à la ville revendiquée. Dans Jean-Paul Carrière (dir.) *Villes et projets urbains en Méditerranée*. Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, p. 111-121.
- DUBOIS-TAINE, Geneviève et CHALAS, Yves (1997) *La ville émergente*. La Tour d'Aigues, Éditions de L'Aube.
- DUMONT, Gérard-François (2000) L'évolution démographique des grandes villes au XX^e siècle. Dans Gabriel Wackermann (dir.) *Les très grandes villes dans le monde en dissertations corrigées*. Paris, Ellipses.
- DUREAU, Françoise (2004) Croissance et dynamiques urbaines dans les pays du Sud. Dans Benoît Ferry, Arette Gautier et Philippe Hamelin (dir.) *La situation dans les pays du Sud: synthèse et ensemble des contributions de chercheurs des institutions de recherches partenaires*. Nogent-sur-Marne; New York, CEPED; ONU, p. 203-225.



- ENAUULT, Cyril (2003) *Vitesse, accessibilité et étalement urbain ; analyse et application à l'aire urbaine dijonnaise*. Université de Bourgogne, Département de géographie, thèse de doctorat.
- ESCALLIER, Robert (1998) Ville et informalité dans les pays du monde arabe. *Cahiers de la Méditerranée*, n°56, p. 39-85.
- ESCALLIER, Robert (2002) Métropoles et globalisation dans le monde arabe et méditerranéen : état, enjeux et perspectives. *Cahiers de la Méditerranée*, n°64, p. 1-21.
- EWING, Reid (1997) Is Los Angeles-Style sprawl desirable? *Journal of the American Planning Association*, vol. 63, n°01, p. 107-126.
- GALSTER, George, HANSON, Royce R., RATCLIFFE, Michael, WOLMAN, Harold, COLEMAN, Stephen et FREIHAGE, Jason (2001) Wrestling sprawl to the ground: Defining and measuring an elusive concept. *Housing Policy Debate*, vol. 12, n°04, p. 681-717.
- GEORGES, Pierre (1960) Conurbations ou réseaux urbains? *Annales de Géographie*, vol. 69, n°373, p. 311-312.
- GUÉROIS, Marianne (2003) *Les formes des villes européennes vues du ciel. Une contribution de l'image CORINE Land cover à la comparaison morphologique des grandes villes d'Europe occidentale*. Université Panthéon-Sorbonne-Paris, Département de géographie, thèse de doctorat.
- HADJIEDJ, Ali (1994) *Le Grand-Alger : activités économiques, problèmes socio-urbains et aménagement du territoire*. Alger, Office des Publications universitaires.
- HADJIEDJ, Ali (2012) Le monocentrisme et les enjeux des distances en Algérie, «de l'échelle majeure à l'échelle mineure». *La revue du CENEAP*, n°45, p. 47-57.
- HURIOT, Jean-Marie et PERREUR, Jacky (1995) *Centre et périphérie fondements et critères. Laboratoire d'analyse et de techniques économiques-LATEC*. Centre national de la recherche scientifique, Université de Dijon [En ligne]. <http://lara.inist.fr/handle/2332/2354>
- JALABERT, Guy (dir.) (2001) *Portraits de grandes villes : société, pouvoirs, territoires : Barcelone, Berlin, Buenos Aires, Hanoï, Hô Chi Minh-Ville, Istanbul, Le Caire, Los Angeles, Mexico, Montréal, Moscou, Santiago du Chili, Shanghai, Toronto*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- KASDALLAH, Najet (2013) *Dynamiques d'urbanisation des villes intermédiaires au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) : effet chef-lieu et perspectives de développement*. Université de Cergy Pontoise, Département de géographie, thèse de doctorat.
- LAYEB, Hafid (1999) Volontarisme spatial et promotion administrative en Algérie. *Méditerranée*, vol. 91, n°1, p. 85-91.
- LIMA, Stéphanie (2009) La décentralisation comme phénomène planétaire, vecteur de recompositions et de coopérations territoriales. Dans Michel Bussi (dir.) *Un monde en recomposition : géographie des coopérations territoriales*. Rouen, Presses Universitaires de Rouen et du Havre.
- MORICONI-EBRARD, François (1993) *L'urbanisation du Monde depuis 1950*. Paris, Éditions Anthropos.
- MORICONI-EBRARD, François et DENIS, Éric (1995) Dynamiques spatiales de la population égyptienne : les tendances nouvelles. *Méditerranée*, vol. 81, n°1, p. 91-99.
- ONS (OFFICE NATIONALE DES STATISTIQUES – ALGÉRIE) (1966) *Statistiques générales*. Alger, Collection statistique, n°7.
- ONS (OFFICE NATIONALE DES STATISTIQUES – ALGÉRIE) (1992) *Évolution des agglomérations, 1966-1987*. Alger, Collection statistique, n°38.

- ONS (OFFICE NATIONALE DES STATISTIQUES – ALGÉRIE) (2002) *Évolution des agglomérations, 1987-1998*. Alger, Collection statistique, n°104.
- ONS (OFFICE NATIONALE DES STATISTIQUES – ALGÉRIE) (2002) *Évolution des populations et des limites communales, 1977-1987*. Alger, Collection statistique, n°22.
- ONS (OFFICE NATIONALE DES STATISTIQUES – ALGÉRIE) (2011) *5^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2008 : armature urbaine*. Alger, Collection statistique, n°163.
- ONS (OFFICE NATIONALE DES STATISTIQUES – ALGÉRIE) (2012) *Premier recensement économique, 2011 – Résultats préliminaires de la première phase*. Alger, Collection statistique, n°168, série E.
- PAQUOT, Thierry et RONCAYOLO, Marcel (1992) *Villes et civilisation urbaine – XVIII^e-XX^e siècle*. Paris, Larousse.
- PINSON, Daniel et THOMANN, Sandra (2002) *La maison en ses territoires : de la villa à la ville diffuse*. Paris, L'Harmattan.
- PUMAIN, Denise, PAQUOT, Thierry et KLEINSCHMAGER, Richard (2006) *Dictionnaire La ville et l'urbain*. Paris, Economica.
- REUX, Sara (2013) *Facteurs de l'urbanisation discontinuée : une revue de la littérature*. Communication au 50^e Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Mons, 8-11 juillet 2013.
- RITCHOT Gilles, MERCIER Guy et MASCOLO Sophie (1994) L'étalement urbain comme phénomène géographique : l'exemple de Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 38, n°105, p. 261-300.
- ROUSSEAU, Vanessa (1999) Disparités des strates urbaines et de la distribution hiérarchique des villes dans trois pays du Maghreb. *Méditerranée*, vol. 91, n°1, p. 107-111.
- SAHLI, Anne Marie (1993) Alger : évolution, révolution et permanence urbaine. Dans AIDELF (Association internationale des démographes de langue française (dir.) *Croissance démographique et urbanisation : politique de peuplement et aménagement du territoire : séminaire international de Rabat (15-17 mai 1990)*. Paris, Presses Universitaires de France, p. 47-58.
- SEMMOUD, Bouziane et AÏT-AMIRAT, Ali (2014) Évolutions politiques et planification, production et gestion urbaines en Algérie. Dans Pierre Robert Baduel (dir.) *La ville et l'urbain dans le monde arabe et en Europe : Acteurs, Organisations et Territoires*. Rabat, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, p. 135-146.
- SIDI BOUMEDINE, Rachid (2004) Alger : limite fluctuantes pour un projet précis. Dans Naïma Chabbi-Chemrouk, Nadia Djelal-Assari, Madani Safar Zeitoun et Rachid Sidi Boumediene (dir.) *Alger, lumières sur la ville*. Alger, Éditions Dalimen, p. 197-207.
- SOUIAH, Sid-Ahmed (2005) *Villes arabes en mouvement*. Paris, L'Harmattan.
- TERRIER, Christophe (2005) Les découpages territoriaux : problèmes épistémologiques et méthodologiques. Dans Violette Rey et Thérèse Saint-Julien (dir.) *Territoires d'Europe différence en partage*. Lyon, ENS Éditions.
- TORRENS, Paul M. (2008) A toolkit for measuring sprawl. *Journal Applied Spatial Analysis and Policy*, vol. 1, n°1, p. 5-36.
- TROIN, Jean-François, FONTAINE, Jacques, BISSON, Jean, BISSON, Vincent, BRÛLÉ, Jean-Claude, ESCALLIER, Robert et SIGNOLES, Pierre (2006) *Le Grand Maghreb*. Paris, Armand Colin.
- VÉRON, Jacques (2008) Enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'urbanisation du monde. *Mondes en développement*, vol. 2, n°142, p. 39-52.
- WACKERMANN, Gabriel (2000) *Les très grandes villes dans le monde en dissertations corrigées*. Paris, Ellipses.



- WEBER, Christiane et HIRSCH, Jacky (2000) Processus de croissance et limites urbaines. *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne]. <http://cybergeo.revues.org/www.snd11.arn.dz/716>
- ZANINETTI, Jean-Marc, MARET, Isabelle et CLAVAL, Paul (2007) Étalement et fragmentations urbaines à travers le monde. *Actes du colloque Étalement urbain et villes fragmentées à travers le monde, des théories aux faits*. Orléans, Presses Universitaires Orléans.
- ZITOUN, Madani Safar (2014) Les stratégies résidentielles des acteurs sociaux dans un contexte de modernisation bloquée : Alger 1962-1998. Dans Pierre Robert Baduel (dir.) *La ville et l'urbain dans le monde arabe et en Europe : Acteurs, Organisations et Territoires*. Rabat, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, p. 109-133.